**Modèle d’arrêté**

***Portant prolongation de stage***

🕬 Les mots inscrits en italique et cet encadré doivent faire l’objet d’un choix et/ou être enlevés dans la version définitive de l’arrêté.

*Logo ou blason de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

*Nom du département*

*Nom de l’arrondissement*

*Nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

**Arrêté n°20***…* **-** **…** *(n° d’ordre)*

**Portant prolongation de stage**

**de** *Madame ou Monsieur* **…** *(prénom et NOM de l’agent)*

*Le-La Maire-Président-Présidente de* … *(nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public sauf si vous inscrivez ce nom en haut à gauche),*

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article[[1]](#footnote-1) …,

Vu le Code général de la fonction publique, notamment son article L.327-1,

**Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,**

*(Le cas échéant)* Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet *(lorsque l’arrêté touche un agent qui exerce sur un poste qui n’est pas créé à 100%),*

Vu le décret n°92-1194 du 04 novembre 19892 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la fonction publique territoriale, notamment ses articles 7 et 8,

Vu l’arrêté n°… en date du … nommant *Madame ou Monsieur … (prénom et NOM de l’agent)* en qualité de stagiaire sur le grade de … *(dénomination du grade),* à compter du …,

Vu l’attestation de suivi de la formation d’intégration établie par le Président du C.N.F.P.T.,

OU *(pour les fonctionnaires relevant des cadres d’emplois de police municipale ou de garde-champêtres)* Vu l’avis du président du C.N.F.P.T.,

*(Le cas échéant)* Vu l'arrêté n°… en date du … autorisant *Madame ou Monsieur … (prénom et NOM de l’agent)* à exercer ses fonctions à temps partiel, à raison de … % pendant une période de … *(durée*), à compter du …,

ET/OU

Vu l'arrêté n°… en date du … plaçant *Madame ou Monsieur … (prénom et NOM de l’agent)*

*Mentionner le ou les arrêté(s) correspondant aux situations ci-dessous[[2]](#footnote-2) :*

* En congé de maladie ordinaire (CMO) du … au …
* En congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS) du … au …
* En congé de longue maladie (CLM) du … au …
* En congé de longue durée (CLD) du … au …
* En congé de maternité du … au …
* En congé de naissance du … au …
* En congé pour l’arrivée d’un enfant placé en vue de son adoption du … au …
* En congé d’adoption du … au …
* En congé de paternité et d’accueil de l’enfant du … au …
* En congé pour infirmité contractée ou aggravée au cours d'une guerre ou d'une expédition déclarée campagne de guerre ayant ouvert droit à pension du … au …

Considérant que le nombre de jours de congés avec traitement, hors congés annuels, est supérieur à 1/10ème de la durée du stage[[3]](#footnote-3),

Considérant qu’il y a lieu de prolonger le stage de *Madame ou Monsieur … (prénom et NOM de l’agent)* pour une durée de …

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

**Le stage de** *Madame ou Monsieur … (prénom et NOM de l’agent)* **est prolongé pour une durée de …
à compter du … *(date correspondant au lendemain de la date finale du stage)***

**Article 2 :**

*Madame ou Monsieur … (prénom et NOM de l’agent)* demeure**classé(e) au … *(nombre)* échelon du grade de … *(dénomination du grade)* Indice Brut : …, Indice Majoré : …, avec conservation d’une ancienneté dans l’échelon de … *(durée)***

*(Le cas échéant)* **Article 3 :**

*Mentionner le ou les congés concernés*

Le congé de maternité du … au …

Le congé de naissance du … au …

Le congé pour l’arrivée d’un enfant placé en vue de son adoption du … au …

Le congé d’adoption du … au …

Le congé de paternité et d’accueil de l’enfant du … au …

Prolonge(nt) la durée du stage mais ne modifie(nt) pas la date de titularisation

**Article 3 ou 4 :**

*Le Directeur général des services ou La secrétaire de mairie* est *chargé(e)* de l’exécution du présent arrêté.

**Article 4 ou 5 :**

Une ampliation sera adressée *au Président/ à la Présidente* du Centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale du Loiret et au comptable principal de … (*nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*).

**Article 5 ou 6 :**

Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours gracieux auprès du *Maire de la commune* *OU du Président/ de la Présidente de … (dénomination de la collectivité territoriale ou de l’établissement public concerné)* et/ou d’un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d’Orléans, situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

*Monsieur ou Madame le* *Maire-Président/Présidente* certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté.

*Le-la* *Maire-Président/Présidente*

*Prénom NOM*

Fait à … *(nom de la commune ou de la commune siège de la collectivité territoriale ou de l’établissement public)*

Le … *(date)*

Notifié le … *(date)*

Signature de l’agent :

Transmis au Représentant de l’État le :…*(date)*

1. *L.2122-18 (commune) ou L.3221-3 (département) ou L.4231-3 (région) ou L.5211-9 (intercommunalité)* [↑](#footnote-ref-1)
2. *Seuls les jours de congés annuels ne sont pas pris en compte.* [↑](#footnote-ref-2)
3. *Soit 36 jours pour une année de stage* [↑](#footnote-ref-3)